

**No. 34198**



**FRANCE  
and  
SWITZERLAND**

**Convention concerning the military service of persons with  
dual uatiouality (with auuexes). Signed at Berue ou  
16 November 1995**

*Authentic text: French.*

*Registered by France on 2 December 1997.*



**FRANCE  
et  
SUISSE**

**Convention relative au service militaire des double-nationaux  
(avec aunexes). Signée à Berne le 16 novembre 1995**

*Texte authentique : français.*

*Enregistrée par la France le 2 décembre 1997.*

CONVENTION<sup>1</sup> ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE RELATIVE AU SERVICE MILITAIRE DES DOUBLE-NATIONAUX

Le Gouvernement de la République française  
et  
Le Conseil fédéral suisse,

Désireux d'épargner des difficultés en matière d'obligations militaires aux personnes qui possèdent conjointement les nationalités française et suisse,

Soucieux d'améliorer le fonctionnement du régime fondé sur la convention entre la France et la Suisse relative au service militaire des double-nationaux, conclue le 1<sup>er</sup> août 1958<sup>2</sup>,

Sont convenus des dispositions suivantes :

*Article 1<sup>er</sup>*  
*Champ d'application*

La présente convention s'applique aux personnes possédant concurremment les nationalités française et suisse par application de la législation en vigueur en matière de nationalité dans chacun des deux Etats. Ces personnes sont désignées par le terme : "double-national".

*Article 2*  
*Obligations militaires*

L'expression "obligations militaires" s'entend :

- a) pour la France : du service national dans toutes ses formes,
- b) pour la Suisse : du service militaire, du service civil et du paiement de la taxe d'exemption de ces services.

<sup>1</sup> Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1997 par notification, conformément à l'article 13.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1568, n° I-27324.

**Article 3**  
**Principes**

1. Le double-national n'est tenu d'accomplir ses obligations militaires qu'à l'égard d'un seul des deux Etats.

2. Le double-national accomplit ses obligations militaires dans l'Etat où il a sa résidence permanente au 1er janvier de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 18 ans.

Il peut néanmoins déclarer vouloir accomplir ses obligations militaires à l'égard de l'autre Etat avant d'avoir atteint l'âge de 19 ans.

Le double-national qui a déjà commencé, sur sa demande, à accomplir ses obligations militaires dans l'un des deux Etats avant l'âge de 18 ans, les terminera dans cet Etat.

3. Le double-national justifie de sa résidence permanente par la production d'un certificat conforme au modèle A annexé à la présente convention. Ce document est délivré par les autorités désignées par les deux Etats et adressé par le double-national au représentant consulaire de l'Etat où il sera libéré des obligations militaires.

4. Le double-national qui a sa résidence permanente dans un Etat tiers doit choisir, avant d'avoir atteint l'âge de 19 ans, l'Etat dans lequel il souhaite accomplir ses obligations militaires.

5. La faculté d'option prévue au paragraphe 2, alinéa 2, et au paragraphe 4 s'exerce au moyen d'une déclaration conforme au modèle B annexé à la présente convention ; elle est soucrite :

- auprès des autorités compétentes de l'Etat où réside le double-national relevant du paragraphe 2 ;

- auprès des autorités diplomatiques ou consulaires de l'Etat pour lequel a opté le double-national relevant du paragraphe 4.

Une copie de cette déclaration d'option est transmise aux autorités compétentes de l'autre Etat.

6. Le double-national qui, conformément aux règles prévues aux paragraphes 2 et 4, aura satisfait à ses obligations militaires à l'égard d'un Etat, dans les conditions prévues par la législation de cet Etat, sera considéré comme ayant satisfait aux obligations militaires à l'égard de l'autre Etat.

**Article 4**  
***Accomplissement des obligations militaires***  
***en cas d'acquisition ultérieure de la double nationalité***

1. Sous réserve du paragraphe 2, le citoyen de l'un des deux Etats qui acquiert la nationalité de l'autre Etat après le 1er janvier de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 18 ans accomplit ses obligations militaires dans l'Etat où il a sa résidence permanente au moment de sa naturalisation.

Le double-national justifie de sa résidence permanente par la production du certificat de résidence prévu à l'article 3, paragraphe 3.

2. Si, avant sa naturalisation, le double-national a fourni des prestations en vue de l'accomplissement de ses obligations militaires dans l'autre Etat, il ne reste astreint qu'à l'égard de ce dernier.

3. Sont considérées comme prestations en vue de l'accomplissement des obligations militaires au sens du paragraphe 2 :

a) tout service militaire ou civil effectif indépendamment de sa durée y compris les préparations militaires en France,

b) le paiement de la taxe d'exemption du service militaire ou civil,

c) l'exemption ou la dispense de l'accomplissement des obligations militaires dans les cas prévus par la législation applicable.

4. Le seul recensement administratif d'un double-national en vue de l'accomplissement des obligations militaires par un Etat ou par une de ses représentations diplomatiques ou consulaires n'est pas considéré comme prestation au sens du paragraphe 2.

**Article 5**  
***Certificat de situation***

Le double-national visé aux articles 3 ou 4 justifie de sa situation à l'égard de l'Etat où il n'est pas appelé à servir, sur demande de ce dernier, par la production d'un certificat conforme au modèle C annexé à la présente convention.

**Article 6**  
***Résidence permanente***

1. La résidence permanente s'apprécie en tenant compte du lieu où le double-national possède le centre de ses intérêts principaux.

2. Jusqu'à l'âge de 18 ans, la résidence permanente du double-national non émancipé ni marié est celle du détenteur de l'autorité parentale. Le paragraphe 1 demeure applicable lorsque les parents exerçant en commun l'autorité parentale ont des résidences permanentes séparées.

**Article 7**  
***Obligations de réserve***

Le double-national n'est soumis aux obligations de réserve ou au paiement de la taxe d'exemption du service militaire ou civil que dans l'Etat où il est tenu d'accomplir ses obligations militaires.

**Article 8**  
***Mobilisation***

En cas de mobilisation, le double-national ne peut être rappelé que par l'Etat où il a accompli ses obligations militaires.

**Article 9**  
***Condition juridique des double-nationaux***

Les dispositions de la présente convention n'affectent en rien la condition juridique des intéressés en matière de nationalité.

**Article 10**  
**Fraudes**

Le double-national qui se sera soustrait à ses obligations militaires légales est exclu du bénéfice de la présente convention à la demande de l'Etat dans lequel il aurait dû accomplir ces obligations.

**Article 11**  
**Difficultés d'application**

Les difficultés qui pourraient naître de l'application de la présente convention seront réglées par les deux Etats par la voie diplomatique.

**Article 12**  
**Dispositions transitoires**

1. La situation militaire des double-nationaux pour lesquels une décision a été prise en application de la convention du 1er août 1958 reste régie par cette dernière. Néanmoins, les effets attachés au transfert de la résidence permanente dans l'Etat où le double-national n'a pas servi, régi par l'article 3, paragraphes 2 et 3, de ladite convention, et à la mobilisation, régie par l'article 5, cesseront de s'exercer à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention.

2. La situation militaire des double-nationaux auxquels la convention du 1er août 1958 n'était pas applicable ou pour lesquels aucune décision administrative n'a été prise est régie par la présente convention dès son entrée en vigueur.

3. La présente convention n'affecte en rien les effets des jugements portant sur l'accomplissement des obligations militaires qui ont été rendus avant son entrée en vigueur. Toutefois, si, dans un délai de deux ans à partir de cette dernière date, le double-national a obtenu la régularisation de sa situation, il ne sera pas tenu de subir les peines prononcées à son encontre.

4. Les cas qui n'ont pas encore fait l'objet d'un jugement lors de l'entrée en vigueur de la présente convention seront réglés par la voie diplomatique et dans l'esprit de la présente convention.

**Article 13**  
**Entrée en vigueur et dénonciation**

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à notifier à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur de la présente convention, qui prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière de ces notifications.

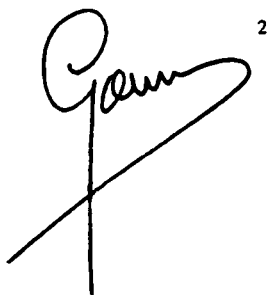
A la même date, la convention du 1er août 1958 entre la France et la Suisse relative au service militaire des double-nationaux, y compris l'arrangement administratif du même jour, le protocole additionnel du 3 mars 1961 et l'accord sous forme d'échange de lettres du 14 février 1989 deviendront caducs.

2. La présente convention est conclue pour une durée illimitée. Chacune des Parties pourra à tout moment la dénoncer et cette dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de sa notification par l'autre Partie.

En foi de quoi, les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en langue française à Berne, le 16 Novembre 95 en double exemplaire.

Pour le Gouvernement  
de la République française :

 <sup>2</sup>

Pour le Conseil fédéral  
suisse :

 <sup>3</sup>

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1568, n° I-27324.

<sup>2</sup> Bernard Garcia.

<sup>3</sup> Fritz Husi.

## MODÈLE A

.....(1)

**Certificat de résidence**

prévu par les articles 3 et 4 de la convention du 16 Novembre 1995 relative au service militaire des double-nationaux

Le (2) .....

certifie que le nommé (nom et prénoms) .....

né à ....., le .....

fils de ..... et de .....

ayant eu sa résidence permanente :

- à dix-huit ans, à : .....

- au moment de sa naturalisation, à : .....

est tenu d'effectuer ses obligations militaires en (3) ....., à moins qu'il ne déclare, avant d'avoir atteint l'âge de 19 ans, conformément à l'article 3, paragraphes 2 et 4, de la convention, vouloir accomplir ses obligations militaires dans l'autre Etat.

Il a été inscrit sur les listes de recensement en vue de son appel ultérieur sous les drapeaux.

A ....., le .....

(4)

(1) Attache de l'autorité ayant établi le certificat (en France : le Préfet du département de recensement ; en Suisse : le Département militaire fédéral ; dans un Etat tiers : la représentation diplomatique ou consulaire compétente de l'Etat pour lequel le déclarant a opté).

(2) Désignation de l'autorité susvisée

(3) France ou Suisse

(4) Signature et timbre de l'autorité ayant établi le certificat



## MODÈLE B

## Déclaration d'option

prévue par l'article 3 de la convention du 16 Novembre 1995 relative au service militaire des double-nationaux

Je, soussigné (nom et prénoms) .....

né à ....., le .....

fils de ..... et de .....

ayant ma résidence permanente à .....

déclare vouloir accomplir mes obligations militaires en (1) .....

A ....., le .....

Signature

Nous, soussigné (2) ....., certifions l'exactitude de la déclaration ci-dessus et des renseignements qu'elle comporte.

A ....., le .....

(2)

(1) France ou Suisse

(2) Autorité ayant reçu la déclaration (en France : le Préfet du département de recensement ; en Suisse : le Département militaire fédéral ; dans un Etat tiers : la représentation diplomatique ou consulaire compétente de l'Etat pour lequel le déclarant a opté).

## MODÈLE C

## Certificat de situation

prévu par l'article 5 de la convention du 16 Novembre 1995 relative au service militaire des double-nationaux

Le (1) ..... certifie que le  
nommé (nom, prénoms) ..... né à  
....., le ..... fils de  
..... et de ..... possédant  
concurrentement les nationalités française et suisse, tenu d'accomplir ses obligations militaires en  
(2) ..... est dans la situation suivante (3) :

Il est titulaire d'un brevet de préparation militaire délivré le .....

Non encore appelé à l'exécution des obligations militaires, il est en règle avec les lois du  
recrutement de la (2) .....

Il a été appelé à accomplir ses obligations militaires du ..... au  
..... Durée totale : .....

Il a été exempté ou dispensé le .....

A ....., le .....

(4)

---

(1) Attache de l'autorité ayant établi le certificat (en France : le Bureau du service national ; en Suisse : le Département militaire fédéral).

(2) France ou Suisse

(3) Rayer les mentions inutiles

(4) Signature et timbre de l'autorité ayant établi le certificat.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC AND THE SWISS FEDERAL COUNCIL CON-  
CERNING THE MILITARY SERVICE OF PERSONS WITH DUAL  
NATIONALITY

The Government of the French Republic and  
The Swiss Federal Council,

Desiring to put an end to the difficulties relating to military obligations encoun-  
tered by persons who possess both French and Swiss nationality,

Wishing to improve the functioning of the regime based on the Convention  
between France and Switzerland concerning the Military Service of Persons with  
Dual Nationality signed on 1 August 1958,<sup>2</sup>

Have agreed as follows:

*Article 1*

SCOPE OF APPLICATION

This Convention shall apply to persons who possess French and Swiss nation-  
ality simultaneously, pursuant to the laws in force regarding nationality in each of  
the two States. Such persons are designated by the term “dual national”.

*Article 2*

MILITARY OBLIGATIONS

The expression “military obligations” means:

- (a) In France: all forms of national service;
- (b) In Switzerland: military service, alternative service and payment of a fee  
for exemption from these services.

*Article 3*

PRINCIPLES

1. The dual national shall be required to fulfil his military obligations in only  
one of the two States.
2. The dual national shall fulfil his military obligations in the State in which he  
has permanent residence on the first day of January in the year during which he  
attains the age of 18 years.

<sup>1</sup> Came into force on 1 May 1997 by notification, in accordance with article 13.

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1568, No. I-27324.

He may, however, declare that he wishes to fulfil his military obligations vis-à-vis the other State before he reaches the age of 19 years.

The dual national who has already begun, at his own request, to fulfil his military obligations in one of the two States before the age of 18 years, shall complete them in that State.

3. The dual national shall furnish proof of his place of permanent residence by producing a certificate of residence in the form of the attached model A. This document is issued by the authorities designated by the two States and addressed by the dual national to the consular representative of the State where he will be released from military obligations.

4. The dual national who has his permanent residence in a third State shall choose, before reaching the age of 19 years, the State in which he wishes to fulfil his military obligations.

5. The options provided for in the second paragraph of paragraph 2 and in paragraph 4 shall be exercised by means of a declaration of option in the form of attached model B, which shall be signed:

- Before the competent authorities of the State in which the dual national resides with respect to paragraph 2;
- Before the diplomatic or consular authorities of the State the dual national has chosen with respect to paragraph 4.

A copy of the declaration of option shall be transmitted to the competent authorities of the other State.

6. The dual national who has fulfilled, in conformity with the rules set forth in paragraphs 2 and 4, his military obligations vis-à-vis one State in accordance with the legislation of that State shall be deemed to have fulfilled his military service obligations vis-à-vis the other State.

#### *Article 4*

##### PERFORMANCE OF MILITARY OBLIGATIONS IN THE CASE OF SUBSEQUENT ACQUISITION OF DUAL NATIONALITY

1. Subject to paragraph 2, a citizen of one of the States who acquires the nationality of the other State after 1 January in the year during which he reaches the age of 18 years shall fulfil his military service obligations in the State in which he has permanent residence at the time of naturalization.

The dual national shall furnish proof of his place of permanent residence by producing the certificate of residence referred to in article 3, paragraph 3.

2. If, prior to his naturalization, the dual national has rendered services in fulfilment of his military obligations in the other State, he shall be under obligation solely towards that other State.

3. The following shall be considered as services in fulfilment of military obligations within the meaning of paragraph 2:

(a) Any actual military or alternative service, irrespective of its duration, including military training in France;

- (b) Payment of a fee for exemption from military or alternative service;
- (c) Exemption from or waiver in respect of the performance of military obligations as provided for under the applicable legislation.

4. Where a dual national has simply registered with a State or one of its diplomatic or consular representations with a view to fulfilling his military obligations, this shall not be considered service within the meaning of paragraph 2.

#### *Article 5*

##### CERTIFICATE OF STATUS

The dual national referred to in articles 3 and 4 shall furnish proof of his status vis-à-vis the State where he is not required to fulfil military service obligations, at the latter's request, by producing a certificate of status in the form of the attached model.

#### *Article 6*

##### PERMANENT RESIDENCE

1. The place of permanent residence shall be deemed to be the place where the dual national has the centre of his main interests.

2. Until he reaches the age of 18 years, the place of permanent residence of a dual national who is neither emancipated nor married shall be the same as the person having parental authority. Paragraph 1 remains applicable when the parents exercise parental authority jointly and have separate permanent residences.

#### *Article 7*

##### RESERVE OBLIGATIONS

The dual national shall be subject to reserve obligations or to payment of the fee for exemption from military or alternative service only in the State where he is required to fulfil his military service obligations.

#### *Article 8*

##### MOBILIZATION

In the event of mobilization, the dual national may be called up only by the State where he has fulfilled his military obligations.

#### *Article 9*

##### JURIDICAL STATUS OF DUAL NATIONALS

The provisions of this Convention shall in no way affect the juridical status of dual nationals in the matter of nationality.

### Article 10

#### INFRINGEMENT OF THE LAW

A dual national who has evaded his legal military obligations shall, at the request of the State in which he should have served, be excluded from the benefits of this Convention.

### Article 11

#### DIFFICULTIES IN THE APPLICATION OF THE CONVENTION

Any difficulties which may arise out of the application of this Convention shall be settled by the two States through the diplomatic channel.

### Article 12

#### TRANSITIONAL PROVISIONS

1. The military status of dual nationals for whom a decision has been taken in application of the Convention of 1 August 1958 shall continue to be governed by that Convention. However, the effects related to the transfer of permanent residence in the State in which the dual national has not served, under article 3, paragraphs 2 and 3, of that Convention, and to mobilization, under article 5, shall cease when this Convention enters into force.

2. The military status of dual nationals to whom the Convention of 1 August 1958 did not apply or for whom no administrative decision has been taken shall be governed by this Convention from its entry into force.

3. This Convention shall in no way alter the effects of judgements concerning the performance of military obligations which have been delivered prior to its entry into force. Nevertheless, if, within a period of two years from the latter date, the dual national has regularized his situation, he shall not be required to undergo the punishment to which he has been sentenced.

4. Cases where a judgement has yet to be rendered when this Convention enters into force shall be settled through the diplomatic channel in the spirit of this Convention.

### Article 13

#### ENTRY INTO FORCE AND DENUNCIATION

1. Each of the Contracting Parties undertakes to notify the other of the completion of the constitutional formalities required for the entry into force of this Convention; the Convention shall enter into force on the first day of the second month following the date of the last such notification.

On that date, the Convention of 1 August 1958 between France and Switzerland concerning the Military Service of Persons with Dual Nationality, including the Administrative Arrangement of the same date, the additional protocol of 3 March 1961 and the exchange of notes of 14 February 1989<sup>1</sup> constituting an agreement, shall expire.

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1568, No. 1-27324.

2. This Convention is concluded for an unlimited period. Either Contracting Party may denounce it at any time; denunciation shall take effect six months after the date of receipt of such notification by the other Party.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of both Governments, duly authorized for that purpose, have signed this Convention and have thereto affixed their seal.

DONE in French at Berne, on 16 November 1995, in two copies.

For the Government  
of the French Republic:

BERNARD GARCIA

For the Swiss Federal  
Council:

FRITZ HUSI

## MODEL A

..... (1)<sup>1</sup>

## CERTIFICATE OF RESIDENCE

(Articles 3 and 4 of the Convention of 16 November 1995 concerning military service of dual nationals)

The (2)<sup>2</sup> .....

certifies that Mr. (surname and first names) .....

born at ....., on .....,

son of ..... and .....

having resided permanently:

— At the age of 18 years, at .....

— At the time of naturalization, at .....

is required to fulfil his military obligations in (3)<sup>3</sup>, unless he declares, prior to reaching the age of 19 years, in conformity with the provisions of article 3, paragraphs 2 and 4, of the Convention, that he wishes to fulfil his military obligations in the other State.

He has been registered on the recruitment list so that he may be called up later.

At ....., on .....

(4)<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Title of the authority which drew up the certificate (in France: the Prefect of the Department of Recruitment Registration; in Switzerland: the Federal Military Department; in a third State: the diplomatic or consular representation of the State chosen by the dual national).

<sup>2</sup> Name of aforementioned authority.

<sup>3</sup> France or Switzerland.

<sup>4</sup> Signature and stamp of the authority drawing up the certificate.



## MODEL B

## DECLARATION OF OPTION

(Article 3 of the Convention of 16 November 1995 concerning military service of dual nationals)

I, the undersigned, (surname and first names) .....,  
 born at ....., on .....,  
 son of ..... and of .....,  
 permanently residing at born at .....,  
 declare that I wish to fulfil my military service obligations in (1)<sup>1</sup>.....

At ....., on .....

Signature

We, the undersigned (2)<sup>2</sup>..... certify the accuracy of  
 the preceding declaration and the information it contains.

At ....., on .....

(2)

<sup>1</sup> France or Switzerland.

<sup>2</sup> Authority receiving the declaration (in France: Prefect of the Department of Recruitment Registration; in Switzerland: the Federal Military Department; in a third State: the competent diplomatic or consular representation of the State for which the person concerned has opted).

## MODEL C

## CERTIFICATE OF STATUS

(Article 5 of the Convention of 16 November 1995 concerning military service of dual nationals)

The (1)<sup>1</sup> ..... certifies that  
 Mr. (surname, first names) .....  
 born at ....., on .....,  
 son of ..... and of ....., possessing  
 simultaneously French and Swiss nationality, is required to fulfil his military obligations  
 in (2)<sup>2</sup> ..... and has the following status (3):<sup>3</sup>  
 He is the holder of a military training certificate issued on .....  
 He has not yet been called upon to perform his military obligations, he has complied with the  
 laws on recruitment of (2)<sup>2</sup> .....  
 He has been called to fulfil his military obligations from .....  
 to ..... Total duration: .....  
 He has been exempted or was excused on .....  
 At ....., on .....  
 (4)<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Title of the authority which drew up the certificate (in France: the Office of National Service; in Switzerland: the Federal Military Department).

<sup>2</sup> France or Switzerland.

<sup>3</sup> Delete whichever does not apply.

<sup>4</sup> Signature and stamp of the authority which drew up the certificate.